

# Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur le bilan du G20 notamment sur les questions financières, à Toronto le 27 juin 2010.

LE PRÉSIDENT - Mesdames et messieurs, je ferai quatre brèves remarques, avant bien sûr de répondre à vos questions, mais c'est pour éviter des jugements généraux, des appréciations générales et me concentrer sur quatre points.

Premier point, la taxe sur les banques. Je crois que pour la première fois dans un document, dans un communiqué officiel d'un G20, d'un G8, d'un sommet international, les mots « bank levy » sont employés. Donc très clairement, la possibilité de taxer les banques est reconnue comme légitime par le G20. Taxer les banques pour financer des systèmes d'assurances ou pour engranger des recettes fiscales. Donc la France, sur ce premier point, a obtenu satisfaction. Un cadre est reconnu comme légitime pour taxer les banques, d'ores et déjà, l'Angleterre, l'Allemagne et la France engageront ce processus de taxation. Tous les pays ne le feront pas, certains pays considèrent qu'ils n'ont eu aucun problème avec leur secteur bancaire et ne veulent pas le faire, on ne peut pas les obliger à le faire. Mais c'est un grand progrès, c'est la première fois que le mot « levy » est employé et donc reconnu comme légitime.

Deuxièmement, s'agissant des financements innovants et notamment de la taxation sur les transactions financières, la France, soutenue par l'Allemagne, s'est battue sur cette question et dans le communiqué final à la dernière minute, nous avons arraché le texte suivant : « Le G20 attend avec intérêt les résultats du groupe consultatif de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur les financements qui explorent les financements innovants ». Pardon pour le français et la répétition mais avec les traductions c'est toujours le problème. Donc clairement, le G20 s'investit sur les financements innovants et notamment, parmi eux, la taxe sur les transactions financières.

Troisièmement, l'affaire de la réforme du système financier international - à laquelle, comme vous le savez, nous attachons, Christine LAGARDE et moi un très grand prix - progresse, avec les ouvertures chinoises. Le président HU Jintao a d'ailleurs évoqué dans une de ses interventions l'intérêt d'un nouveau système monétaire international et donc c'est de bonne augure pour la préparation de la présidence française du G20. Ce sujet n'est plus tabou, il est reconnu par l'ensemble du G20 comme un sujet digne de mobilisation, d'intérêt et de prise de décision. Quelle forme cela prendra-t-il et surtout à quelle réforme va-t-on aboutir ? On n'en est pas encore là, mais le sujet est maintenant clairement sur la table.

Enfin, quatrième point, je vous en avais dit un mot déjà, sur la gouvernance mondiale. Là aussi, les plaques tectoniques se dégèlent et nombreux sont ceux qui considèrent maintenant autour de la table du G20 que la question de la gouvernance mondiale doit être résolue de façon urgente. C'étaient les quatre points qui étaient les grands objectifs de la France. Sur ces quatre points, les choses progressent. Alors, bien sûr, nous attendons avec intérêt le G20 de Séoul qui permettra d'avoir d'autres avancées s'agissant de ce que nous avons fait sur les « hedge funds », sur la réglementation des bonus, sur la réglementation en général. C'est prévu pour le G20 de Séoul. Et puis, bien sûr, la présidence française que nous préparons activement avec Christine LAGARDE et qui fera l'objet, dès l'automne, de voyages - de notre part et de ma part - chez les principaux acteurs du G20 pour préparer cette présidence et essayer d'obtenir les résultats les plus audacieux possibles.

Je répondrai bien volontiers à vos questions

Je répondrai bien volontiers à vos questions.

QUESTION - Pourquoi la déclaration finale n'intègre pas - je crois savoir - le mouvement de la Chine sur le Yuan ? Est-ce à dire que la Chine finalement, ne veut pas s'impliquer fondamentalement dans le G20 ? Comment avez-vous estimé son évolution ? Et est-ce que le G8 et le G20 n'ont pas un peu doublonné aujourd'hui ? Troisième question, est-ce que M. STRAUSS-KAHN - je crois que vous l'avez rencontré en aparté - a approuvé vos réformes de stabilité et de croissance ?

LE PRÉSIDENT - Est-ce qu'il y a un risque de doublonnage du G8 et du G20 ? Ce ne sont pas les mêmes compositions. Mais clairement, nous sommes un certain nombre, je pense à Angela MERKEL et je pense au président MEDVEDEV, à dire qu'à l'avenir, il faudra plutôt séparer les réunions du G8 et du G20. Sous présidence française, le G8 aura lieu à Nice au mois de juin et le G20 aura lieu au mois de novembre, je ne peux pas dire où, ne serait-ce que par courtoisie à l'endroit de nos amis Coréens dont c'est la présidence et il ne s'agit pas, bien sûr, d'empiéter là-dessus.

J'ai parlé avec le Directeur général du FMI, ce qui est tout à fait normal, et nous avons notamment évoqué la perspective de réforme du système monétaire international dans laquelle le FMI jouera un rôle opérationnel et de technicien et c'est normal que nous échangions ensemble. Par ailleurs, nous avons la même vision sur la nécessité de porter une nouvelle organisation monétaire internationale.

Et, sur la Chine, vous savez parfaitement que nos amis chinois ne souhaitent pas être distingués à l'intérieur d'un communiqué, pas parce qu'ils contestent un G20 auquel ils participent d'ailleurs à une place tout à fait éminente - j'ai eu l'occasion de parler d'ailleurs avec le président HU Jintao à plusieurs reprises - donc ce n'est pas du tout une défiance vis-à-vis du G20, mais une position constante de nos amis chinois qui considèrent que les initiatives qu'ils prennent en matière monétaire - d'ailleurs d'abord, ils ne sont pas les seuls à devoir les prendre - et ils les ont pris en fonction de décisions autonomes, souveraines et indépendantes. Mais franchement, cela n'a rien à voir avec ce qu'ils peuvent imaginer du G20. Au contraire, j'ai trouvé le président HU Jintao faisant des interventions extrêmement fortes, très allant sur des changements. On a notamment posé la question d'un G20 qui devait passer d'un G20 de crise, apportant des solutions à la crise, à un G20 plus structurel, de coordination. Cela faisait d'ailleurs échos aux positions de la France et je crois que c'est comme cela qu'il faut interpréter les choses.

QUESTION - Monsieur le Président, concernant la réduction des déficits publics, est-ce qu'il y a eu des engagements de pris et est-ce que ces engagements sont consignés dans le communiqué final ?

LE PRÉSIDENT - La discussions sur ce sujet a été très utile parce qu'elle a permis de rapprocher les points de vue. Qu'est-ce que nous avons décidé ? Nous avons dit : le G20 est une instance de coordination économique, mais économique au sens large : les questions d'énergie, les questions de croissance durable et d'environnement, les questions monétaires font partie du panel de compétences du G20. Le G20 coordonne, assure la cohérence des différentes politiques économiques suivies.

Qu'a dit le G20 aujourd'hui ? Que chaque pays et chaque zone, en fonction de ses propres problèmes et de ses propres spécificités, était légitime à avoir une politique adaptée à sa situation et que la coordination n'était pas que nous fassions tous en même temps la même politique mais que nous fassions une politique adaptée à la situation du pays et de la zone, en cohérence avec les autres. J'ai moi-même pris l'exemple en disant, franchement, cela ne satisferait aucun de nos amis d'Amérique Latine que la Grèce, aujourd'hui, se lance dans un vaste plan de soutien à l'activité et à la croissance. Chacun peut le comprendre.

Donc cela a été utile parce qu'une partie de nos amis craignaient que des plans de soutenabilité et de consolidation budgétaire nuisent à la croissance mondiale et on leur a bien expliqué ce que nous avons fait en Europe, pourquoi nous l'avions fait. David CAMERON lui-même a dit : « Moi j'ai 11% de déficit public, je ne peux pas relancer et soutenir la croissance, mais ma façon de soutenir la croissance, c'est de réduire mon déficit ». Donc je crois que les points de vue se sont rapprochés, y compris bien sûr avec le président OBAMA, et que le G20 met du pragmatisme et

de la souplesse. On fait une cohérence et on accepte en fonction des situations de chacun des politiques différentes.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez ici abordé au G20 les questions de réforme économique. En France, se joue en ce moment une réforme importante, les retraites. Or, M. WOERTH passe beaucoup plus de temps à expliquer, à parler de ses éventuelles mises en cause, que de la réforme des retraites. Est-il encore pour vous un porte-parole opérationnel et crédible ?

LE PRÉSIDENT - Vous m'avez posé la même question hier, la même ! Franchement, si vous voulez me poser la question tous les jours, aucun problème. La réponse est oui, évidemment. C'est vous qui êtes obsédés par cette question, absolument obsédés par cette question. Mais si demain vous lui posez plus de questions sur la réforme des retraites, il se fera un plaisir d'y répondre. M. WOERTH est un homme qui a toute ma confiance. Mais je vous l'ai déjà dit hier. Franchement, heureusement que l'on ne se voit pas demain parce que si vous m'aviez posé la même question, je me serais un peu répété.

Franchement, là aussi, je crois que chacun d'entre nous a son travail à faire. C'est normal que nous rendions des comptes, c'est normal que nous nous expliquions mais vous aussi, essayez aussi de vous intéresser à des sujets qui se posent. J'imagine que si vous avez traversé l'Atlantique, ce n'est pas pour me poser la même question que celle que vous me poseriez si j'étais à Paris, ou alors, ne venez pas. M. WOERTH passe du temps à répondre aux questions que vous lui posez et si vous passiez un peu moins de temps à lui poser les mêmes questions, peut-être qu'il pourrait répondre à d'autres choses.

S'agissant de la réforme des retraites, puisque telle était votre question, au fond, j'ai bien compris que c'était cela qui vous passionnait, c'est bien, c'est une réforme extrêmement importante, que nous allons conduire parce qu'il faut le faire et j'aurai l'occasion d'y travailler d'ailleurs pendant toutes ces semaines qui arrivent, jusqu'à l'arrivée du texte au Parlement, sur les trois sujets que je vous avais indiqué : la pénibilité, les carrières longues et les polypensionnés qui sont des sujets sur lesquels il y a encore beaucoup à faire. Mais j'ai confiance dans la réforme et j'ai confiance en M. WOERTH.

QUESTION - Monsieur le Président, j'aimerais revenir sur le communiqué de presse du G8 d'hier, sur la question de la santé maternelle. Comme vous savez, au Canada, il y a eu un débat, de savoir si l'argent que l'on commettra pour cet objectif peut être utilisé pour financer des avortements à l'étranger. J'aimerais savoir si la France a une position sur cette question, l'argent que vous commettrez pour la santé maternelle pourra-t-elle, entre autres choses, financer les avortements dans les pays en voie de développement ? Merci.

LE PRÉSIDENT - La réponse est oui. Je crois que c'était une très bonne idée de la présidence canadienne de mettre ce sujet comme une priorité. Peut-être avez-vous vu, Carla a fait une tribune dans un journal français sur ce sujet, elle est elle-même très impliquée. Je dois dire que j'ai découvert ces chiffres que seulement quatre enfants étaient nés avec le virus du sida transmis par la mère en une année en France et dans le même temps 400 000 la même année naissaient en Afrique avec la transmission du virus. Donc c'est un sujet absolument central, on a décidé de mettre 100 millions d'euros par an dans les années qui viennent et je trouve que c'était une bonne idée de la part de nos amis canadiens. Alors après, le débat interne politique au Canada, franchement, j'ai bien assez à faire avec le débat interne français. Pour nous, la question est tranchée d'ailleurs sur cette affaire.

QUESTION - Est-ce que vous pouvez nous donner quelques détails sur les modalités de la taxe bancaire et aussi nous dire s'il n'y a pas un risque de pénaliser les banques françaises et européennes par rapport à la compétition internationale ?

LE PRÉSIDENT - Ecoutez, la taxe, on y travaille en ce moment même et, pour vous dire, dès lundi, j'ai une réunion avec le Premier ministre, François BAROIN et Christine LAGARDE sur le budget. L'argument sur la pénalisation de la compétitivité des banques, je le connais bien, on nous a servi le même quand il s'est agi de taxer les bonus des traders. Mais l'idée que je me fais de l'Europe, c'est que l'Europe doit montrer le chemin. Si on dit : « on attend pour faire une taxe sur les banques, que tous les autres dans le monde l'aient mise en oeuvre », on pourra attendre

longtemps. Donc on va la faire. Mais vous savez, il y a une opinion publique internationale maintenant et je vois mal un pays pouvoir résister à la pression de sa propre opinion, disant : le voisin a taxé les activités risquées des banques - parce que c'est aussi la dessus que l'on travaille, pour les décourager de prendre des activités trop risquées et les encourager à avoir des activités de financement d'économie réelle, comme on dit - cela va être dur de résister. Donc on a décidé de montrer le chemin et nous, on fera la taxe.

Lorsqu'on présentera le budget, il y aura tout ceci. Alors cela ne fait pas l'unanimité. Le président OBAMA, par exemple, considère lui que le plus important est de renforcer les fonds propres des banques plutôt que de les taxer. Nous, nous considérons qu'on peut faire les deux.

QUESTION - Concernant l'autre taxe que vous souhaitez sur les transactions financières, cela n'a pas rencontré un écho formidable. Est-ce que cela va être une des priorités de votre présidence du G20 dans un an et est-ce que cela aurait un sens de l'instaurer dans certains pays ?

LE PRÉSIDENT - Ecoutez, la taxe sur les billets d'avions a été instaurée dans certains pays simplement. Est-ce que ce n'est pas exact ? Et cela a quand même un sens parce que ça a contribué à sauver des vies. La caractéristique d'un financement innovant, c'est qu'il innove. Donc tous les pays ne s'en doteront pas tout de suite mais ce n'est pas une raison pour ne pas le faire. Alors, quand vous dites que cela n'a pas rencontré d'enthousiasme, là, vous avez raison et j'ai même ressenti une certaine solitude. C'est l'honneur de la France d'être à l'avant-garde de ce débat, de ce combat et je crois que nous sommes très soutenus par l'Afrique et par l'Allemagne qui a eu un comportement d'une solidarité absolument impeccable et je suis heureux d'être dans ce combat là avec Angela MERKEL.

De quoi s'agit-il ? A Copenhague, on a pris des engagements vis-à-vis des pays pauvres et notamment de l'Afrique. A l'horizon 2020, si mon souvenir est exact, 100 milliards par an. Comment pensez-vous financer 100 milliards par an avec tous nos budgets qui sont en déficit ? Il n'y a personne qui peut croire cela, personne. Donc s'il n'y a pas de financements innovants, on ne pourra pas être au rendez-vous du financement, du développement et des progrès pour la santé. J'ai été heureux de défendre cette idée devant le G20 et devant tous les Africains parce qu'à un moment donné, il faut que chacun comprenne où sont ses amis. Les amis, ce ne sont pas simplement des discours, ce sont des faits.

Donc, c'est clair, la France est absolument leader sur cette demande de financements innovants. Sur le groupe de haut niveau du Secrétaire Général des Nations Unies, je rappelle que Christine LAGARDE en fait partie et que nous aurons les premières propositions au mois d'octobre, donc ce sera vraiment un sujet de G20.

QUESTION - Pour ce qui est de la lutte contre le déficit, le communiqué mentionne des cibles précises, entre autres, de les réduire de moitié d'ici à 2013. Est-ce que ce sont des cibles qui ont été placées là pour faire plaisir à votre hôte, M. HARPER, parce que c'était son idée après tout, ou est-ce qu'il y a véritablement un consensus que l'on peut atteindre ces cibles dans les pays industrialisés ?

LE PRÉSIDENT - Je ne crois pas que le mot « cible » ait été employé à ma connaissance. J'ajoute que, de surcroît, ce serait moins important que les propres engagements que nous avons pris avec nos partenaires européens puisque les engagements que nous avons pris, c'est 3% en 2013 et 6% en 2011. C'est une discussion que nous avons eue, certains souhaitaient que l'on soit plus sévère, d'autres souhaitent que l'on soit moins sévère et on a trouvé ce point de compromis qui consiste à faire preuve de pragmatisme. On ne va pas, par exemple, demander à l'Espagne, à la Grèce ou au Portugal de financer des grands plans de soutien. Chacun voit bien que cela n'a pas de sens. De la même façon qu'on ne va pas demander à la Chine de réduire massivement ses dépenses. Donc c'est ce qui a été retenu, je crois que c'est assez satisfaisant. Pardon, à ma connaissance, ce n'est pas, de mon point de vue, qu'il n'y a pas de cible...

QUESTION - Le communiqué mentionne en grande pompe que les pays industrialisés ont convenu de réduire leur déficit de moitié d'ici à 2013, c'est quand même une mesure assez importante, vous étiez à la table, moi je n'y étais pas.

LE PRÉSIDENT - Avez-vous la dernière version du communiqué ? Parce que je ne veux pas avoir d'ennuis avec vous. Sans doute, des rumeurs ont circulé avec cela, mes collaborateurs sont en

à ennuis avec vous. Sans doute, des papiers ont circulé avec cela, mes collaborateurs sont en train de vérifier, mais le G20 ne s'est pas entendu sur une cible précise de réduction des déficits, même si cela a été un sujet de discussion. Enfin je crois que je peux vous le confirmer formellement.

Et j'en profite, puisque j'ai le plaisir de m'adresser à une journaliste canadienne, je veux vous remercier de votre accueil, de l'organisation et remercier le Premier Ministre HARPER de la façon dont il nous a reçus et remercier également la population de Toronto, j'ai cru comprendre qu'elle avait été gênée et j'en suis bien sûr désolé.

QUESTION - Deux petites questions. Est-ce que sur les paradis fiscaux, dans la déclaration finale, vous avez l'impression qu'il y a un soutien assez fort sur ce thème, parce que ceux qui travaillent sur ce sujet, au forum mondial notamment, avaient besoin du volontarisme du G20 pour continuer à être efficaces. La deuxième question, vous nous avez habitués à faire des conférences de presse communes avec Mme MERKEL quand vous vouliez faire passer vos idées, je me suis demandée pourquoi, sur la taxe bancaire et sur les financements innovants, avec M. CAMERON d'ailleurs, tous les trois, vous n'avez pas porté ce débat ici, dans la presse ?

LE PRÉSIDENT - Sur les paradis fiscaux, le rendez-vous, c'est Séoul. Séoul, avec un suivi de tous les engagements, il y a près de 500 accords qui ont été signés par ce qu'on appelle les juridictions non coopératives, près de 500. Mais pour dire la vérité, certains essayent de se comporter comme des petits malins en signant, entre eux, certaines conventions. Donc nous avons demandé au Secrétaire général de l'OCDE de vérifier ce point et de nous faire un rapport à Séoul. Donc là vraiment, il n'y a pas de déception.

Pourquoi nous n'avons pas fait de conférence de presse commune avec Mme MERKEL ? On y a pensé et puis finalement, on ne l'a pas fait, parce qu'il se trouve, peut-être, que depuis quinze jours, vous ne dites pas que l'on est fâchés donc les gens heureux n'ont rien à dire, on n'a pas éprouvé le besoin de faire quoi que ce soit, même si je l'ai vivement félicitée du succès de son équipe face à l'Angleterre cet après-midi. Donc, on aurait pu en faire une, vous avez raison, j'espère que ce n'est pas un problème et que vous n'en tirez aucune conclusion définitive. Entre temps, on a eu une trilatérale avec M. MEDVEDEV et il se peut qu'à l'automne, on ait l'occasion de se rencontrer tous les trois et de prendre un certain nombre d'initiatives. Vraiment, avec l'Allemagne, sur tous les sujets, on a été très en harmonie.

QUESTION - Si la taxe bancaire, certains la font, d'autres pas, si les financements innovants, certains les font, d'autres pas, si sur les déficits publics, certains s'engagent et d'autres non, qu'est-ce qui vous persuade que le G20 reste l'enceinte pertinente sur ces sujets là ?

LE PRÉSIDENT - Vous préférez qu'il n'y ait pas de taxe bancaire du tout ? Qu'il n'y ait pas de financements innovants du tout ? Ce serait un progrès ? Vous me dites : finalement il y aura la taxe bancaire que dans quelques grands pays mais pas les autres. C'est un commencement, c'est un progrès, c'est incontestable. Mais comment voulez-vous que l'on fasse autrement ?

Le G20, c'est une représentation du monde assez complète, donc c'est beaucoup plus difficile de faire marcher tout le monde à la même vitesse et dans le même sens. Mais ce qui est déjà extraordinaire, c'est qu'on ne nous empêche pas de le faire, vous comprenez, et cela fera tache d'huile et forcément à l'arrivée, on y arrivera tous ensemble. Mais c'est quand même un progrès. Enfin, le G20, c'était son quatrième sommet, rendez-vous compte du chemin parcouru et je vous assure que sur les financements innovants, sur la taxe bancaire, cela a été un fameux combat et c'est beaucoup plus difficile de convaincre à la table du G20 qu'à la table du G8 puisque les intérêts, les histoires, les cultures sont extraordinairement différentes.

QUESTION - Je vais rebondir effectivement sur cette question là, cela a fait beaucoup de débat ici, au Canada, le coût associé à ce G20. Est-ce que, pour vous, le fait que soit ressortie de vos discussions la légitimation pour les pays d'imposer une taxe sur les banques, cela légitime toute cette dépense engagée d'un milliard de dollars pour trois jours ?

LE PRÉSIDENT - D'abord, mettez-vous à ma place, quoi que ce soit que je dirai, je l'ai déjà dit hier, cela va être retenu contre M. HARPER, cela me met dans une situation, vraiment, je ne veux pas. M. HARPER est un ami, ils se sont donnés beaucoup de mal. Mais, ce n'est même pas la taxe, c'est autre chose. Les vingt, nous représentons 85% du PIB mondial. Est-ce que vous

considérez que c'est utile que l'on discute ? Vous préférez que l'on ne discute pas ? Que l'on s'affronte ? Qu'il y ait des guerres commerciales ? Des guerres tout court ? Que les gens ne se comprennent pas ? Il y a autour de la table des dirigeants arabes, des dirigeants africains, des dirigeants occidentaux, c'est très important que l'on discute. Et si on ne discute pas, qu'est-ce qu'il se passe ? L'incompréhension et l'affrontement. Comment pouvez-vous poser une question pareille, alors que vous-même, vous avez quand même l'habitude de toute cela.

A chaque sommet, on ne peut pas prendre des décisions historiques. Chaque sommet n'est pas historique dans le contenu de ses décisions. Chaque fois, c'est important de discuter. C'est important de discuter dans sa famille, c'est important d'échanger dans son pays, mais entre les pays, entre les zones, entre les régions, vous ne croyez pas que c'est utile pour se comprendre ? Vous pensez que cela n'a pas de sens ? Vous pensez, par exemple, que ce qu'a dit le Président HU Jintao sur la flexibilité du Yuan, ce n'est pas quelque chose que l'on attendait depuis longtemps, depuis que M. CLINTON, il y a déjà bien longtemps, avait demandé la même chose au prédécesseur du Président HU Jintao ? Vous pensez que cela ne vaut pas de faire un sommet ? Moi je pense que cela vaut de faire un sommet.

Et puis les sujets sont tellement compliqués, c'est utile d'entendre ce que pensent les autres. L'Afrique, c'est un milliard d'habitants, vous ne croyez pas que c'est important d'avoir le Président de l'Union Africaine, le Premier ministre MELES ZENAWI, le Président ZUMA qui nous disent ce qu'ils pensent, ce qu'ils ressentent, ce dont ils ont besoin ? Mais franchement, vous croyez que moi, je n'aimerais pas mieux venir à Toronto pour visiter cette ville magnifique et faire du bateau sur le lac Ontario ? Vous croyez que c'est un tel plaisir de discuter du matin jusqu'à tard dans la nuit, avec le décalage horaire à quatre heures moins le quart du matin ? Ce n'est pas une question de plaisir, c'est une question de nécessité, on doit faire ces sommets.

Vous pensez que nos responsabilités sont les mêmes que le manifestant que je voyais, qui protestait contre tout et contre rien ? Vous pensez que quand on a en charge un pays, on ne doit pas parler avec les dirigeants des autres pays ? Vous pensez que c'est inutile ? Dites moi, si c'est utile de parler dans votre immeuble avec les voisins ou de parler avec votre mari ou avec vos enfants, vous ne croyez pas que ce n'est pas utile de parler de dirigeants d'un pays à un autre pour faire quelque chose d'extraordinaire : se comprendre. Parler, par exemple, de l'Iran, parler de la paix au Moyen Orient, cela n'a pas d'intérêt ? Je vais vous dire, si on ne parlait pas, croyez bien que cela coûterait plus cher, plus cher au monde de ne pas parler.

Vous savez, moi je suis le premier à considérer parfois que les discussions sont longues, que pour obtenir un paragraphe dans un communiqué, c'est harassant. Je vais vous dire une chose, je termine ces sommets vidé, fatigué, mais en même temps, c'est notre devoir d'y participer. Si je n'y allais pas, qu'est-ce que vous diriez ? Est-ce que vous diriez que c'est pour faire faire des économies à nos amis Canadiens ? Cela fait partie du travail et même dans une rédaction on doit discuter. Eh bien, nous aussi, on doit discuter. Et ce n'est pas du temps de perdu de discuter, de se comprendre, de se connaître, d'échanger. C'est même la base du XXI<sup>e</sup> siècle et peut-être que le problème des siècles précédents et des décennies précédentes c'est que, justement, il n'y avait pas de sommets comme cela. Chacun avait sa vérité dans son coin, levait une armée, partait. Maintenant, ça ne se passe pas comme cela. Alors, vous me direz, il y a aussi les « conférence call », les échanges en vidéo, mais quand même, rien ne remplace la discussion, parfois vive, autour d'une table. Voilà, alors un G8, un G20, bon, enfin, pour moi, quand je reviens en France, avoir entendu tous ces dirigeants d'autres civilisations, avec d'autres intérêts, cela oblige à la tolérance, au compromis, voilà.

Maintenant, les polémiques, je peux les comprendre et j'ai bien reçu l'avertissement pour la présidence française.

Peut-être une dernière question parce que vous allez rentrer tard sinon...

QUESTION - Est-ce que vous pourriez revenir sur les circonstances, les raisons qui ont abouti à la suppression de l'objectif de réduction par deux des déficits budgétaires ?

LE PRÉSIDENT - Moi ce que j'ai compris, c'est que c'est un engagement pris par chacun des membres, mais ce n'est pas une instruction du G20. Volontairement, pays par pays, chacun

prend l'engagement de conduire un plan de soutenabilité, mais ce n'est pas un objectif collectif du G20. Par exemple, le Japon n'adhère pas à cet objectif, ce qui est son droit. Certains d'ailleurs, je l'ai entendu autour de la table, pensent que le risque de déflation est plus important que le risque d'inflation, de déficit et de dette.

Je crois que là, ça a été assez bien compris que la crise sur l'euro pouvait créer un problème à toutes les autres régions du monde - je parle de régions économiques - et donc les plans de soutenabilité, de consolidation budgétaire engagés à l'intérieur de la zone euro ont été compris, je le crois, par nos partenaires comme un élément favorable pour la croissance puisque la stabilité de l'euro favorise la croissance.

Enfin, rassurez-vous, sur le cycle de Doha, nous avons tous appelé à la conclusion du cycle de Doha, ce ne serait pas un sommet s'il n'y avait pas eu cette phrase.

QUESTION - M. OBAMA dit qu'il faut revoir tout le pré-compromis sur les services parce qu'il serait défavorable aux Etats-Unis...

LE PRÉSIDENT - Non, M. OBAMA a fait une intervention extrêmement intéressante et très franche sur le sujet en disant qu'il était prêt à faire des efforts et qu'il fallait que chacun fasse des efforts. Et pour ma part, j'ai dit que pour qu'il y ait un accord, il faut qu'il y ait un accord sur tout parce que ce serait un peu facile de faire un accord sur l'agriculture, sur l'industrie en sortant les services. Cela, il n'en est pas question.

Et deuxièmement, comme un certain nombre d'autres, dont M. ZAPATERO et même Mme MERKEL, j'ai plaidé pour que l'on change la méthode. Cela fait neuf ans que le cycle de Doha a commencé et cela fait neuf ans que c'est un échec. Donc je crois à la nécessité de l'implication des premiers ministres et des présidents. J'ajoute que le problème de Doha n'est pas un problème de tous les pays. Trouver un accord à quelques 190 pays n'a pas de sens, c'est clairement le problème des émergents et des grands industrialisés, certains émergents voulant à la fois être traités comme des pays pauvres sans avoir les contraintes - on peut les comprendre - des pays riches ou, en tout cas, industrialisés.

Merci à tous et bon courage.